

- PN-ACB-678 -

REPUBLIQUE POPULAIRE DU BENIN

MINISTERE DU PLAN, DE LA STATISTIQUE ET DE L'ANALYSE ECONOMIQUE

VOLUME 7

DONNEES BUDGET-CONSOMMATION

ATACORA

**PROJET D'ETUDE SOCIO-ECONOMIQUE
POUR LE DEVELOPPEMENT
DES ZONES LIBEREES DE L'ONCHOCERCOSE**

BUREAU CENTRAL DES PROJETS
B.P. 2022 - COTONOU
R.P. BENIN

MULTINATIONAL AGRIBUSINESS SYSTEMS, INC.
1401 WILSON BOULEVARD
ARLINGTON, VIRGINIA 22209

1980 - 1983

A

VOLUME 7
BUDGET-CONSOMMATION
ATACORA
SOMMAIRE

INTRODUCTION.....P.	2
I. LES PRATIQUES BUDGETAIRES.....	4
A. Unité Budgétaire.....	5
B. Système d'Epargne, de Crédit, et de Transfert.....	6
1. Le Système d'Epargne.....	6
2. Le Crédit.....	9
3. Le Transfert.....	9
II. LES RECETTES DES MENAGES.....	11
III. LES DEPENSES DES MENAGES.....	18
IV. LA CONSOMMATION ALIMENTAIRE.....	22

VOLUME 7B: TABLEAUX STATISTIQUES

9. Distribution des ménages qui centralisent leurs dépenses par ménage agricole et non agricole.
10. Distribution des ménages agricoles et non-agricoles selon le degré de parenté du membre de ménage qui gardent les recettes.
11. Distribution des ménages agricoles et non-agricoles selon le degré de parenté du membre du ménage qui décide des achats.
12. Distribution des ménages appartenant à un groupe de tontine par ménages agricoles et non-agricoles.
13. Distribution des ménages agricoles et non-agricoles appartenant à groupe de tontine selon la périodicité du versement.
14. Distribution des ménages appartenant à un groupe de tontine par les tranches du montant versé périodiquement.
15. Distribution des ménages appartenant à un groupe de tontine par tranches de montant d'argent reçu de la tontine au cours de l'année précédant l'enquête.
16. Distribution des ménages agricoles et non-agricoles selon les autres types de systèmes d'épargne.

17. Distribution des ménages par tranche du montant d'argent épargné dans un autre système d'épargne durant l'année 1980.
18. Distribution des ménages agricoles et non-agricoles par tranches du montant global d'argent au cours de l'année 1980.
19. Distribution des ménages ayant sollicité un prêt pour ménages agricoles et non agricoles.
20. Distribution des ménages agricoles ayant sollicité un prêt par tranches de montant d'argent sollicité et par origine du prêt.
21. Distribution des ménages non-agricoles ayant sollicité un prêt par tranches du montant d'argent sollicité et par origine du prêt.
22. Distribution des ménages agricoles ayant sollicité un prêt par tranches du montant à rembourser et selon la durée du prêt.
23. Distribution des ménages non-agricoles ayant sollicité un prêt par tranches du montant à rembourser et selon la durée du prêt.
24. Distribution des ménages agricoles et non-agricoles ayant sollicité un prêt selon la destination du prêt.
25. Distribution des ménages recevant une aide ou une subvention d'une tierce personne par ménages agricoles et non-agricoles.
26. Distribution des ménages agricoles et non-agricoles selon les tranches du montant d'aide ou de subvention reçue annuellement.
27. Distribution des ménages accordant une aide ou une subvention d'une tierce personne par ménages agricoles et non-agricoles.
28. Distribution des ménages selon les tranches du montant d'aide ou de subvention accordée annuellement.
29. Distribution des ménages recevant d'un organisme une subvention par ménages agricoles et non-agricoles.
30. Distribution des ménages par tranche de montant de subvention reçue d'une tierce personne au cours de l'année 1980.
31. Répartition mensuelle des revenus des ménages.
32. Distribution des ménages agricoles selon les tranches de revenus par personne et par un (RPA) et selon l'âge du chef d'exploitation.
33. Distribution des ménages non-agricoles selon les tranches de revenus par personne et par an (RPA) et selon l'âge du chef de ménage.

34. Distribution des ménages agricoles selon les tranches de revenus (RPA) selon la taille du ménage.
35. Distribution des ménages non-agricoles selon les tranches de revenus (RPA) et selon la taille du ménage.
36. Distribution des ménages agricoles selon les tranches de revenus (RPA) et selon le nombre d'actifs.
37. Distribution des ménages non-agricoles selon les tranches de revenus (RPA) et selon le nombre d'actifs.
38. Distribution des ménages non-agricoles selon les tranches de revenus (RPA) et selon l'activité du chef de ménages.
39. Structure générale des recettes des ménages par origine des produits.
40. Structure détaillée des revenus par an.
41. Répartition des ménages agricoles et de la masse des recettes annuelles selon la nationalité.
42. Distribution des ménages agricoles et de la masse des recettes annuelles par tranche des recettes et par an.
44. Répartition mensuelle des dépenses des ménages.
45. Distribution des ménages agricoles selon les tranches de dépenses par personne et par an (DPA) et selon l'âge du chef d'exploitation.
46. Distribution des ménages non-agricoles selon les tranches de dépenses (DPA) et selon l'âge du chef de ménage.
47. Distribution des ménages agricoles selon les tranches de dépenses (DPA) et selon la taille du ménage.
48. Distribution des ménages non-agricoles selon les tranches de dépenses et (DPA) et selon la taille du ménage.
49. Distribution de ménages agricoles selon des tranches de dépenses (DPA) et selon le nombre d'actifs.
50. Distribution des ménages non-agricoles selon les tranches de dépenses (DPA) et selon le nombre d'actifs.
51. Distribution des ménages non-agricoles selon les tranches de dépenses (DPA) et selon l'activité principale du chef de ménage.
59. Structure générale des dépenses des ménages sur une base annuelle et mensuelle.
60. Structure détaillée des dépenses par produits par an.
61. Répartition des ménages agricoles et de la masse des recettes des dépenses annuelles selon la nationalité.
66. Structure détaillée de la consommation annuelle alimentaire des ménages agricoles par produit et par origine des produits.
66. Structure détaillée de la consommation annuelle alimentaire des ménages non-agricoles par produit et par origine des produit.

d

VOLUME 7

ATACORA

BUDGET CONSOMMATION

INTRODUCTION

Les résultats présentés dans ce document sont les résultats bruts de l'enquête "Budget-Consommation" réalisée d'avril 1981 à avril 1982 dans la Province de l'Atacora dans le cadre du Projet d'Etude Socio-Economique pour le Développement des Zones Libérées de l'Onchocercose (ATACORA et BORGOU).

Cette enquête a pour objectif principal de déterminer les composantes monétaires du niveau de vie des ménages par des relevés de recettes et de dépenses et de mesurer l'importance de l'auto-consommation par les relevés de consommation.

L'enquête se compose de deux sections principales: l'une se référant au budget comme tel (recettes et dépenses) et l'autre à la consommation alimentaire. Il a été élaboré en conséquence quatre types de questionnaires:

- un questionnaire relatif aux caractéristiques de la population des ménages étudiés
- un questionnaire relatif aux opérations de rentrées (recettes)
- un questionnaire relatif aux opérations de sorties (dépenses)
- un questionnaire alimentaire

Il s'agit essentiellement de décrire la structure du budget des ménages à travers les divers postes de dépenses et de recettes et de dégager les quantités de produits alimentaires consommés au niveau des ménages; c'est-à-dire ceux qui sont achetés et ceux qui sont auto-consommés. On a ainsi une estimation de l'auto-consommation en quantité.

L'échantillon sur lequel cette enquête a été réalisée a été tiré à deux degrés: au premier degré les unités primaires (UP), c'est-à-dire les villages, proportionnellement à leur taille. Au deuxième degré et après avoir recensé les villages-échantillons, il a été tiré avec probabilité égale les unités secondaires (US), c'est-à-dire les ménages dans chaque UP. On a utilisé comme base de sondage les documents relatifs au Recensement de la population de 1979. Ainsi donc il a été sélectionné au niveau de la Province 60 villages et 15 ménages par village à raison de 12 ménages agricoles et de 3 ménages

non agricoles. Pour plus de détails sur la méthodologie de l'enquête, il faudra se référer au Volume 1.

Sur les 900 ménages tirés et tenant compte, d'une part de l'élimination de certains questionnaires inexploitable et d'autre part, de la non existence de ménages non agricoles dans certains villages, on a étudié effectivement 752 ménages échantillons.

Nous publions dans ce rapport quatre parties : La première sera consacrée aux pratiques budgétaires des ménages étudiés. La deuxième comportera une étude sur la distribution des recettes et une analyse de la structure des recettes; la troisième partie comprendra une étude de la distribution des dépenses et une analyse de la structure des dépenses. Enfin la quatrième partie sera réservée à la consommation alimentaire en quantité.

I. LES PRATIQUES BUDGETAIRES

Au cours de cette enquête sur le Budget-Consommation il a été procédé à la collecte des informations sur les méthodes de gestion budgétaire des ménages ainsi que sur les types de systèmes d'épargne, de crédit et de transfert mis en oeuvre au sein des groupes familiaux.

A. Unité Budgétaire

Selon la définition adoptée dans cette enquête, l'unité budgétaire est formée par un groupe de personnes qui mettent leurs revenus en commun et organisent ensemble leurs dépenses sous l'autorité d'un centre de décision appelé Chef de l'Unité Budgétaire. Signalons que dans la plupart des cas l'unité budgétaire est confondue avec le ménage ordinaire tel qu'il est défini au Volume 1.

Le tableau 9 indique la distribution des ménages agricoles et non agricoles qui centralisent leurs dépenses. Il découle de ce tableau que 68.7% des ménages enquêtés centralisent leurs dépenses tandis que 31.3% des ménages déclarent que chaque membre du groupe familial effectue ses propres dépenses.

Parmi les ménages centralisant leurs dépenses 93% déclarent que c'est le Chef de Ménage qui détient les recettes de la communauté (tableau 10). La décision des dépenses du ménage lui revient prioritairement dans 83.3% des cas (tableau 11).

D'une façon générale, les recettes générées par des activités individuelles exercées indépendamment de celles de la communauté (exploitation familiale par exemple), sont rarement mises à la disposition de la communauté. Au cours de cette enquête nous avons enregistré ces recettes et dépenses

particulières, parce que ceux qui les ont réalisées font malgré tout partie du ménage étant encore sous la dépendance du chef de ménage. Somme toute le chef de ménage assure le contrôle du groupe sur le produit du travail commun, mais ce revenu est généralement soumis à toute forme de ponctions monétaires en vue de faire face aux dépenses affectant l'ensemble de la communauté. A cet égard c'est le chef de ménage qui pourvoit à toutes les dépenses (repas, entretien des femmes et des enfants, cérémonies, dépenses d'exploitation etc.).

Ces tableaux ne présentent pas de différences assez significatives ni entre les groupes agricoles et non agricoles d'une part, ni entre les nationalités d'autre part.

B. Système d'Epargne, de Crédit et de Transfert

1. Le Système d'Epargne

La répartition des ménages appartenant à un groupe de tontine (tableau 12) fait ressortir que seulement 4.8% de l'ensemble des ménages étudiés ont adhéré à un groupement de tontine. La tontine est une association d'épargnants dont les membres versent périodiquement une montant fixe d'argent. Les cotisations du groupe sont réparties selon une certaine périodicité à chaque membre associé. Ce système d'épargne non institutionnel joue

un rôle important dans la vie sociale des communautés villageoises, permettant à chaque membre associé de pourvoir à ses besoins monétaires au moment opportun et de se soustraire aussi des vicissitudes des prêts usuraires.

Dans la Province de l'ATACORA la tontine semble ne pas être une pratique courante eu égard à la très faible proportion de cas enregistrés: en fait, ce sont surtout les FON qui pratiquent la tontine (23.1%).

Lorsqu'on examine le tableau 13, représentant la répartition des ménages de tontine d'après la périodicité des versements, on constate que 58.3% des ménages agricoles font leur versement selon la périodicité des marchés et que 76.9% des ménages non agricoles suivent plutôt une périodicité mensuelle.

La majorité des ménages agricoles (78.3%) versent périodiquement moins de 2.000 FCFA, les ménages non agricoles se répartissant dans les classes de montant de versement les plus élevées (tableau 14). Par ailleurs, on constate que subséquemment 25.5% des ménages agricoles retirent moins de 20.000 FCFA annuellement de la tontine tandis que 38.5% des ménages non agricoles se

trouvent dans cette classe, les autres proportions de ménages non agricoles possèdent les tranches de montant supérieures à 40.000 FCF (tableau 15).

D'autres structures d'épargne sont utilisées par les ménages enquêtés: la thésaurisation à domicile semble être le procédé le plus fréquent puisqu'on constate que 73.5% des ménages étudiés pratiquent cette méthode d'épargne (tableau 16).

Par contre, il existe une très faible propension à l'adhésion aux structures institutionnelles d'épargne telles la Caisse Nationale d'Epargne, (CNE), la Caisse Locale de Crédit Agricole Mutuel (CLCAM) et les banques. Par ailleurs, 20.8% des ménages affirment ne pratiquer aucune forme d'épargne.

La répartition des ménages selon les tranches du montant d'argent épargné dans un autre système fait ressortir que 70.1% des ménages enquêtés ont épargné chacun moins de 20.000 FCFA au cours de l'année 1980 (tableau 17). Par ailleurs, le tableau 18 laisse apparaître que près de 26% des ménages étudiés ont épargné au total moins de 20.000 FCFA par ménage pendant la Campagne 1980.

2. Le Crédit

A peine 7.7% des ménages étudiés ont sollicité un prêt au cours de l'année 1980 (tableau 19).

D'après les tableaux 20 et 21, on constate que les prêts sollicités proviennent des sources autres que les sources institutionnelles de crédit. C'est ainsi que 97.6% des ménages agricoles et 72.7% des ménages non agricoles ont obtenu leurs prêts des sources regroupées sous le terme "Autre".

Par ailleurs, on constate que d'une manière générale la durée de remboursement de ces prêts se situe entre une et deux campagnes agricoles, tout aussi bien pour les ménages agricoles que pour les ménages non agricoles (tableaux 22 et 23)

3. Le Transfert

L'enquête sur le Budget-Consommation a permis également de mettre en lumière les opérations de transferts qui peuvent s'effectuer au sein des ménages enquêtés. Il s'agit de procéder à une estimation du montant d'argent que le Chef de Ménage reçoit gratuitement d'une tierce personne ou d'une institution et si, le cas échéant, ils

accordent une aide ou une subvention à une tierce personne sans que cette dernière ait à donner quelque chose en échange. L'examen du tableau 25 fait ressortir que 9.3% des ménages enquêtés reçoivent une aide ou une subvention d'une tierce personne. Les OTAMMARI sont peu nombreux, toutefois, à recevoir une aide (3.9%). Le montant d'aide perçue varie de moins de 2.000 FCFA à plus de 10.000 FCFA alors que seulement 31% des ménages agricoles sont dans cette catégorie (tableau 26).

Il est aussi intéressant de souligner que près de 18% des ménages enquêtés consacrent une partie de leurs revenus sous forme de pension salariale ou de soutien de famille (tableau 27). Le montant annuel de cette aide varie également de moins de 2.000 FCFA à plus de 10.000 FCFA par ménage. On constate aussi que la plus forte proportion des ménages non agricoles (70.3%) se situe dans la tranche de montant d'aide supérieure à 10.000 FCFA (tableau 28).

Par ailleurs, les ménages agricoles reçoivent des institutions ou des organismes des subventions sous forme de pension de retraite ou de dommage de guerre. On constate que près de 1% des ménages enquêtés reçoivent ces subventions (tableau 29). Toutes les

subventions reçues par ces ménages se situent dans la tranche de montant supérieur à 10.000 FCFA (tableau 30).

II. LES RECETTES DES MENAGES

Le tableau 31 nous donne la distribution des revenus des ménages agricoles et non agricoles sur une base mensuelle. On voit tout de suite que chaque mois, la moyenne est nettement supérieure à la médiane, ce qui signifie que nous avons une distribution des ménages, asymétrique, orientée vers la droite. En d'autres termes, peu nombreux sont les ménages qui ont un revenu élevé, mais leur revenu est suffisamment élevé pour influencer considérablement sur la moyenne. Dès lors, la médiane est une mesure de dispersion beaucoup plus significative, indiquant la limite des revenus, ou des dépenses pour 50% de la population. A partir de ce tableau 31, il apparaît donc qu'au niveau annuel, la moyenne des revenus déclarés pour un ménage agricole de l'ATACORA est de 91.690 FCFA et pour un ménage non agricole, de 173.442 FCFA, soit une valeur nettement supérieure pour les ménages non agricoles.

Considérant la médiane, on trouve que 50% des ménages agricoles ont un revenu annuel inférieur ou égal à 32.834 FCFA, et les ménages non agricoles, un revenu annuel inférieur ou égal à

38.859 FCFA, ce qui réduit considérablement la différence entre les deux groupes. Autrement dit, parmi les ménages non agricoles en particulier, il y a un petit groupe de privilégiés par rapport au reste de la population: ce sont probablement de gros commerçants. Le tableau suivant fait apparaître que pour les ménages agricoles, les revenus mensuels moyens varient de 6.183 FCFA pour le mois de décembre à 9.712 FCFA pour le mois d'avril.

DISTRIBUTION MOYENNE ET MEDIANE DES REVENUS DES MENAGES AGRICOLES ET NON AGRICOLES

	MENAGE AGRICOLE MOYENNE	AGRICOLE MEDIANE	MENAGE NON AGRICOLE MOYENNE	AGRICOLE MEDIANE
Janvier	7.585	2.910	12.660	2.595
Février	6.798	2.800	11.976	2.635
Mars	9.601	2.665	8.821	1.550
Avril	9.712	3.850	16.149	5.200
Mai	8.448	3.220	16.375	3.365
Juin	9.656	2.050	17.899	3.815
Juillet	6.519	2.487	15.968	4.467
Août	7.054	2.327	11.274	2.787
Septembre	6.307	2.225	17.048	3.075
Octobre	6.954	2.380	12.724	3.245
Novembre	6.873	2.450	18.115	3.425
Décembre	6.183	2.670	14.433	2.700
TOTAL	91.690	32.834	173.442	38.859

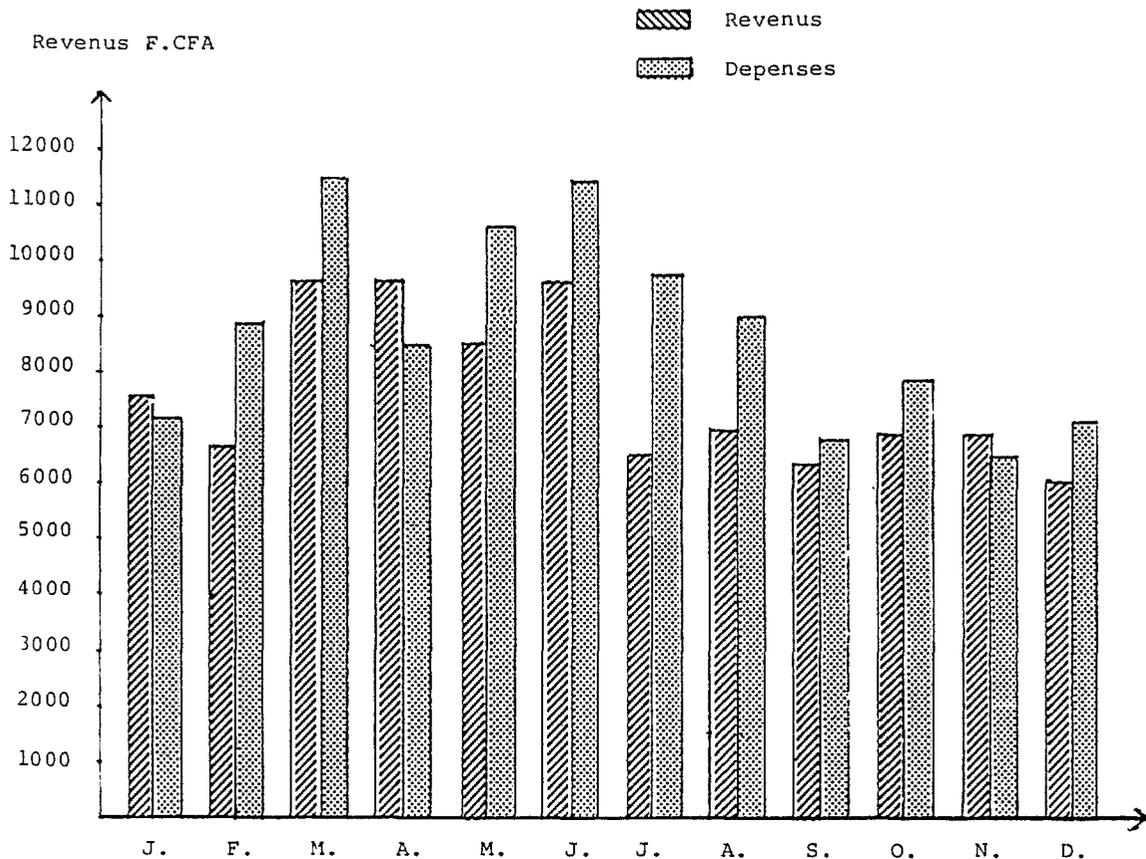
Pour la plupart des agriculteurs, les revenus deviennent un effet plus important avec la vente des récoltes, c'est-à-dire, à partir de février et mars, et diminuent lorsque les réserves s'épuisent, en particulier à partir des mois d'août et septembre. Considérant

la médiane des revenus, ces fluctuations sont beaucoup plus faibles, mais mettent en évidence que les revenus les plus élevés se situent au mois d'avril.

En ce qui concerne les ménages non agricoles, de grandes fluctuations s'observent aussi entre les mois, atteignant un maximum en novembre (18.115 FCFA) et un minimum en mars (8.821 FCFA).

L'ensemble des revenus d'un ménage de l'ATACORA est donc très faible, mais la juxtaposition des revenus et des dépenses sur un même graphique montre que les dépenses excèdent presque tous les mois les revenus. Or, nous avons vu que 70% des ménages affirment économiser jusqu'à 20.000 FCFA par an, ce qui veut dire que les données que nous avons sur les revenus sont nettement sous estimées. Ainsi, le revenu per capita que nous avons calculé est de 10.706 FCFA (tableau 41). Mais si l'on considère que les dépenses per capita sont de 18.779 FCFA (tableau 61), on peut affirmer que le revenu moyen per capita doit se situer entre 18.000 et 20.000 FCFA.

DISTRIBUTION MENSUELLE DES REVENUS ET DES DEPENSES
DES MENAGES AGRICOLES



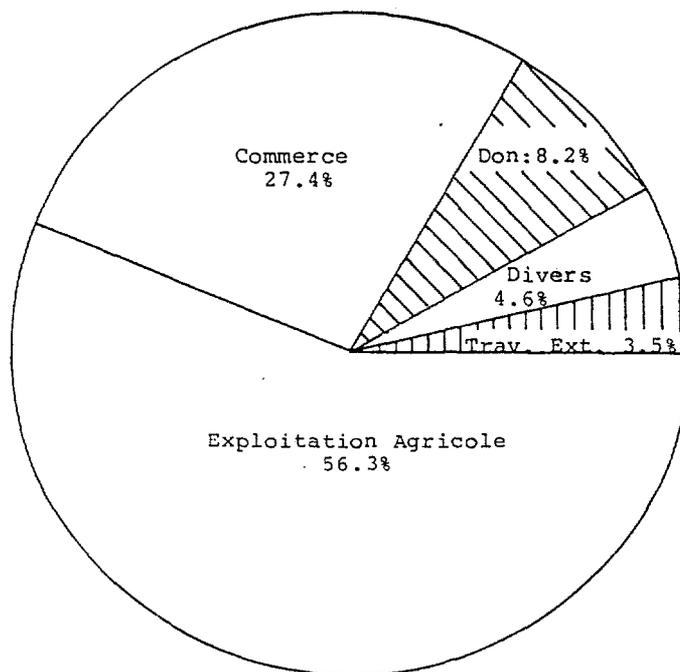
Les tableaux 32 à 38 montrent qu'il n'y a pas de relation statistique entre les revenus des ménages agricoles ou non agricoles, avec l'âge du chef de ménage, la taille du ménage, le nombre d'actifs, ou l'activité principale du chef de ménage, en ce qui concerne les ménages non agricoles.

Le tableau 39 révèle l'origine des recettes des ménages. En ce qui concerne les ménages agricoles, il semblerait que l'exploitation agricole comme telle ne compte que pour 39.1% des

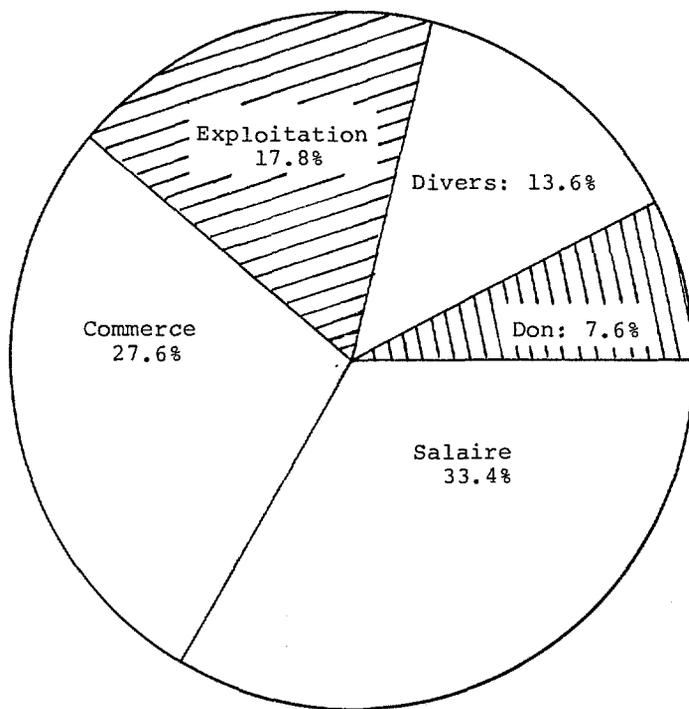
recettes, ce qui est très peu. Par contre, 46.9% proviennent du petit commerce; les autres revenus consistent en dons (8%) travaux extérieurs (3%) ou divers (.20%).

De fait, un examen détaillé du tableau 41, montre que les produits de la ferme, plus les produits de cueillette, de chasse ou de pêche, représentent 56.3% du revenu des ménages agricoles, ce qui est plus réaliste; le commerce, en excluant les produits de la ferme non transformés, représente alors 27.4% de leur revenu; les travaux extérieurs, 3.5%, et les divers (tontine, pension, etc.) 12.8%. Une représentation graphique de la structure des revenus des ménages agricoles donne alors le suivant:

STRUCTURE DES REVENUS DES MENAGES AGRICOLES



STRUCTURE DES REVENUS DES MENAGES NON-AGRICOLES

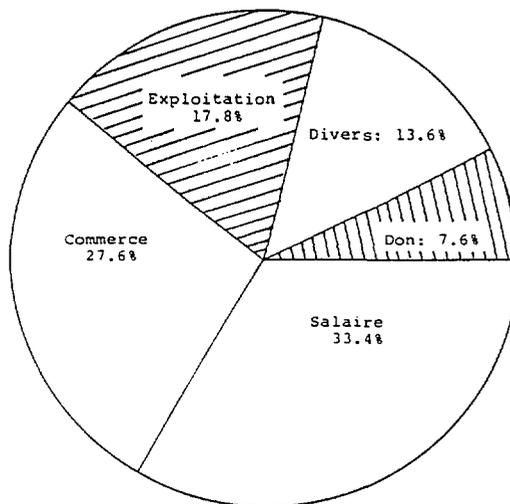


U

||

En ce qui concerne les ménages non agricoles, le tableau 39 a peu de signification, les enquêteurs ayant souvent fait une confusion entre les catégories "travaux extérieurs" et "exploitation agricole", ayant inclus leurs salaires tantôt dans l'une, tantôt dans l'autre catégorie. Ainsi, il semblerait que 45% des salaires sont le résultat du commerce et 35.1% des salaires, en additionnant les catégories 1 et 3. Mais dans le même temps, nous savons que rares sont les ménages non agricoles qui n'ont pas un champ, ou un grand jardin d'où ils tirent des revenus en revendant les produits qu'ils cultivent. A partir du tableau 40 donc, il apparaît que 17.8% des revenus sont en fait les revenus de leur petite exploitation, ce qui est important pour des ménages non agricoles, 27.6% serait le produit du commerce, 33.4%, les salaires perçus et 21.2%, divers. Une représentation graphique de la structure des revenus des ménages non agricoles donne alors le suivant:

STRUCTURE DES REVENUS DES MENAGES NON-AGRICOLES



En comparant la structure des revenus des ménages agricoles et des ménages non agricoles, on constate que le commerce représente pratiquement le même pourcentage de revenus dans chacun des groupes et occupe la seconde position, après les revenus de l'exploitation pour les ménages agricoles et après les salaires, pour les ménages non agricoles.

Le tableau 41 donne les revenus annuels de l'ensemble des ménages par nationalité. En ce qui concerne les FON, YORUBA, DENDI et autres, le nombre de ménages est trop réduit pour que les données obtenues puissent avoir une signification quelconque, la marge d'erreur étant trop grande. En ne retenant que les groupes plus importants, nous obtenons alors la classification suivante des revenus per capita :

NATIONALITE	REVENU PER CAPITA FCFA
DJOUYOU	14.182
PEULH	12.154
OTAMMARI	7.926
BARIBA	7.165
PROVINCE	10.706

Les BARIBA et les OTAMMARI semblent donc avoir un revenu per capita très inférieur à celui des PEULH et des DJOUGOU. Mais si nous regardons les dépenses (tableau 61), nous voyons que l'ordre et le montant sont tout à fait différents :

NATIONALITE	DEPENSES PER CAPITA FCFA
OTAMMARI	23.129
DJOUYOU	17.238
BARIBA	10.710
PEULH	10.664
PROVINCE	18.779

Cette fois, ce sont les OTAMMARI qui viennent largement en tête des dépenses et les PEULH au bas de l'échelle. Comme très peu de ménages ont recours au crédit, on peut conclure que les revenus déclarés des OTAMMARI, des DJOUGOU et des BARIBA sont très inférieurs à la réalité: ils ont été sous estimés.

III. LES DEPENSES DES MENAGES

Le tableau 44 donne la distribution des dépenses des ménages agricoles et non agricoles sur une base mensuelle. Tout comme pour les revenus, la moyenne des dépenses est très supérieure à la

médiane: les 50% de la population ayant des revenus très faibles dépensent peu et ceux qui ont des revenus supérieurs peuvent dépenser davantage. Le tableau suivant fait apparaître que les dépenses les plus fortes pour les ménages agricoles ont lieu en mars (11.407), c'est-à-dire au début et au milieu de la campagne agricole, et diminuent à partir d'octobre, pour la saison sèche. Pour les ménages non agricoles, les dépenses les plus fortes ont lieu en mai (20.200 FCFA), et connaissent le niveau le plus bas en février et mars, comme on le voit dans le tableau suivant:

MOYENNE MENSUELLE DES DEPENSES
DES MENAGES AGRICOLES ET NON AGRICOLES

MOIS	DEPENSES			
	MENAGES AGRICOLES MOYENNE FCFA	AGRICILES MEDIANE FCFA	MENAGES NON AGRICOLES MOYENNE FCFA	NON AGRICOLES MEDIANE FCFA
Janvier	7.150	2.617	15.810	4.010
Février	8.913	2.922	11.486	4.270
Mars	11.459	2.807	10.263	3.655
Avril	8.427	3.215	16.000	6.630
Mai	10.713	3.400	20.200	5.710
Juin	11.407	3.465	17.590	4.642
Juillet	9.879	3.630	16.351	4.717
Août	9.017	3.410	16.335	5.400
Septembre	6.802	2.505	12.954	3.237
Octobre	7.888	2.755	14.596	4.135
Novembre	6.449	2.225	15.558	4.605
Décembre	7.133	2.895	17.001	3.370
TOTAL	96.220	35.926	184.152	54.381

Il n'y a pas de relation statistique entre les dépenses annuelles par personne et l'âge des chefs de ménage dans les ménages agricoles (tableau 45) ou non agricoles (tableau 46). De même, il n'y a pas de relation entre ces dépenses et la taille des ménages, dans les ménages agricoles (tableau 47). Par contre, il existe une relation négative ($r = - .38$) entre ces dépenses et la taille des ménages, dans les ménages non agricoles, plus les dépenses par personne diminuent et plus la taille du ménage est important (tableau 48). Par ailleurs, il n'y a pas de relation entre les dépenses des ménages dans les ménages non-agricoles et le nombre d'actifs agricoles, (tableau 49). Mais Il existe une relation ($r = -.38$) dans les ménages non agricoles: plus il y a d'actifs et plus les dépenses par personne diminuent (tableau 50). Enfin, il n'y a pas de relation entre le montant des dépenses des ménages non agricoles et l'activité des chefs de ménage (tableau 51).

Le tableau 59 présente la structure générale des dépenses des ménages agricoles et non agricoles. On voit que des catégories comme logement, éducation, santé, transport, production animale et végétale, représentent un pourcentage très faible des dépenses, aussi bien pour les ménages agricoles que non agricoles. Pour les deux groupes, les dépenses pour le commerce sont assez élevées: 19.6% chez les ménages agricoles et 23.0% chez les ménages non-agricoles. Les différences apparaissent surtout pour les catégories "alimentation", "habillement", et "cérémonies

loisirs". Chez les ménages non agricoles, les dépenses relatives à l'habillement et les cérémonies sont très réduites: 2.6% et 2.8% de l'ensemble des dépenses. Par contre, chez les ménages agricoles, on dépense plus pour l'habillement (6.1%) et surtout pour les cérémonies, qui représentent 12.1% des dépenses totales. La catégorie de dépenses la plus importante pour chacun des groupes est l'alimentation. Cela représente 34.2% des dépenses des ménages agricoles et 51.7% des ménages non agricoles. En résumé, il y a donc trois rubriques importantes de dépenses chez les ménages agricoles et deux chez les ménages non agricoles, comme on le voit dans le tableau suivant :

CATEGORIES DE DEPENSES	MENAGE AGRICOLE %	MENAGE NON AGRICOLE %
Alimentation	34.2	51.7
Commerce	19.6	23.0
Cérémonies-loisirs	12.4	2.8
TOTAL	66.2	77.5

Le tableau 60 donne le détail des dépenses par produits des ménages agricoles et des ménages non agricoles. Les différences entre les deux groupes sont peu importantes, excepté pour l'igname et le maïs qui représentent un pourcentage beaucoup plus élevé de dépenses chez les ménages non agricoles. Ainsi, pour les ménages

non agricoles, l'igname compte pour 13% de leurs dépenses, alors que pour les ménages agricoles, l'igname ne représente que 2.8% de leurs dépenses . De même pour le maïs, qui compte pour 5.9% des dépenses des ménages non agricoles contre 1.4% des ménages agricoles.

IV. LA CONSOMMATION ALIMENTAIRE

Le tableau 66 présente la structure détaillée de la consommation alimentaire annuelle des ménages agricoles et non agricoles, par produit et par origine des produits, ainsi que la consommation par individu. Il est intéressant d'en comparer les résultats par grandes catégories, avec les données présentées par le Ministère de la Coopération Française en 1980, sur la situation alimentaire dans les pays d'Afrique noire et de l'Océan Indien. Cette étude contient des données sur le Bénin que nous reproduisons en partie dans le tableau suivant :

STRUCTURE DE LA CONSOMMATION
(en Kg par individu et par an)

PRODUITS	ATACORA		BENIN
	MENAGES AGRICOLES	MENAGES NON AGRICOLES	ETUDE DE LA COOPERATION FRANCAISE, 1980
Céréales	125	98	87.7
Tubercules	193	107	217.2
Viande de boeuf	2	7	3.7
Viande de mouton	2	1	0.7
Viande de chèvre	2	-	0.8
Viande de porc	1	2	1.6
Oeufs (unité)	5	13	-
Lait (litre)	9	3	4.4

A partir de ce tableau, il semblerait que la structure de la consommation entre ménages agricoles et ménages non agricoles soit assez différente, du moins en ce qui concerne les quantités consommées. Il apparaît immédiatement que la consommation alimentaire par individu et par an est très inférieure dans les ménages non agricoles, aussi bien pour les céréales que pour les tubercules. Certes, en ce qui concerne les céréales, les données des ménages non agricoles sont très proches de celles de l'ensemble du BENIN (98 Kg contre 87.7 Kg). Mais en ce qui concerne les tubercules, la consommation des ménages non agricoles semble très faible lorsqu'on la compare à celle des ménages agricoles, et plus encore lorsqu'on la compare à celle de l'ensemble du BENIN: 107 Kg contre 217 Kg. Par contre, les

ménages non agricoles consomment plus de viande de boeufs et de porc que les ménages agricoles, mais moins de viande de mouton et de chèvre. Enfin, les ménages non agricoles consomment plus d'oeufs, mais moins de lait que les ménages agricoles.

Sur le plan des Nationalités, des différences sensibles apparaissent, comme le montre le tableau suivant sur la structure de la consommation des ménages agricoles. Les ménages non agricoles ne sont pas en nombre suffisant pour être analysés par nationalité.

STRUCTURE DE LA CONSOMMATION DES MENAGES AGRICOLES

PRODUITS	ATACORA	BARIBA	DENDI	DJOUGOU	PEULH	OTAMMARI
Céréales	125	138	162	80	181	155
Tubercules	193	255	100	221	213	131
Viande de boeuf	2	2	5	2	-	2
Viande de mouton	2	0	-	1	-	3
Viande de chèvre	2	0	-	5	-	1
Viande de porc	1	0	-	0	-	2
Volailles (unité)	0	0	0	0	-	1
Oeufs (unité)	5	0	0	1	19	9
Lait (litre)	9	32	1	1	73	2

De ce tableau, il ressort que les BARIBA et les DJOUGOU consomment le plus de tubercules, en particulier de l'igname, tandis que les PEULH consomment le plus de céréales, d'oeufs et de lait. Pour le lait, nous savons que cela constitue la base de leur nourriture. Les OTAMMARI et les DJOUGOU consomment plus de viande que les autres groupes.